



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 27 juin 2017

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**OBJET : 2017 – 93 PRESENTATION DES MESURES ENGAGEES
PAR LA VILLE DE GRASSE UN AN APRES LE RAPPORT
D'OBSERVATIONS DEFINITIVES
DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR A PARTIR DE L'EXERCICE 2008**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 20 juin 2017, s'est réuni le mardi 27 juin 2017 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Philippe WESTRELIN, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Valérie DAVID, Nicole NUTINI, Anne-Marie DUVAL, Brigitte VIDAL, Jean-Paul CAMERANO, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO-GROS, Ali AMRANE, Annie OGGERO-MAIRE, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Franck BARBEY, Guillaume MELOT, Imen CHERIF, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Ludovic BROSSY, Frédérique CATTART, Damien VOARINO, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Myriam LAZREUG, Stéphane CASSARINI, Jean-Marc DEGIOANNI, Mireille BANCEL, Corinne SANJUAN.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN (prend part aux délibérations N°93 à N° 136)
Monsieur Cyril DAUPHOUD (prend part aux délibérations N°93 à N° 137)
Madame Brigitte VIDAL (prend part aux délibérations N°93 à N° 131)
Monsieur Jean-Paul CAMERANO (prend part aux délibérations N°93 à N° 131)

ABSENTS EXCUSES :

- Madame Patricia ROBIN
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE

- Monsieur Pascal PELLEGRINO
- Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Jean-François LAPORTE
- Monsieur Chems SALLAH
- Madame Stéphanie MANDREA
- Madame Mekia Noura ADDAD

ABSENTS :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

- Madame Murièle CHABERT (prend part aux délibérations N°107 à N°150)
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE (prend part aux délibérations N°98 à N°150)

PROCURATION :

- Madame Patricia ROBIN à Madame Claude MASCARELLI
- Madame Valérie COPIN à Monsieur Ali AMRANE
- Monsieur Cyril DAUPHOUD à Monsieur Guillaume MELOT
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE à Monsieur Christophe MOREL
- Monsieur Pascal PELLEGRINO à Madame Mélanie ZARRILLO-GROS
- Madame Brigitte VIDAL à Monsieur Philippe BONELLI
- Monsieur Jean-Marc GARNIER à Madame Annie DUVAL
- Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Madame Valérie DAVID
- Madame Murièle CHABERT à Monsieur Franck BARBEY
- Madame Aline BOURDAIRE à Madame Catherine BUTTY
- Monsieur Jean-François LAPORTE à Monsieur Philippe WESTRELIN
- Monsieur Chems SALLAH à Monsieur Serge PERCHERON
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Monsieur Mahamadou SIRIBIE
- Madame Stéphanie MANDREA à Monsieur Gilles RONDONI
- Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE

Monsieur Guillaume MELOT est élu secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 mars 2017.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

- | | |
|-------------------|--|
| 2017 - 109 | PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
REAMENAGEMENT DE L'EMPRUNT BANCAIRE DE 5 MILLIONS D'EUROS AUPRES DU
CREDIT AGRICOLE
GARANTIE D'EMPRUNT A HAUTEUR DE 80 % DE LA VILLE DE GRASSE |
| 2017 - 124 | VENTE D'UNE PARCELLE COMMUNALE QUARTIER ST ANTOINE
AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE |

Questions diverses :

/

DU 27 JUIN 2017

**PRESENTATION DES MESURES ENGAGEES
PAR LA VILLE DE GRASSE UN AN APRES LE RAPPORT
D'OBSERVATIONS DEFINITIVES
DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
A PARTIR DE L'EXERCICE 2008**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

L'article L. 243-7 du code des juridictions financières prévoit que « dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'exécutif de la collectivité territoriale présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes ».

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT INDICATIF T.T.C.
AFFAIRES FINANCIERES	/	/

Monsieur le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la Chambre Régionale des Comptes de Provence Alpes Côte d'Azur a communiqué le 2 août 2016 son rapport d'observations définitives relatives à la gestion de la commune de Grasse à partir de l'exercice 2008,

Vu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu l'article R1612-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Juridictions Financières,

Vu le décret n° 2015-1199 du 30 septembre 2015 modifiant les dispositions relatives au siège et au ressort des Chambres Régionales des Comptes,

Vu le rapport définitif de la Chambre Régionale des Comptes du 02 août 2016 et ses annexes, référencé Greffe/BM/SR 2195 formulant les quatre recommandations suivantes :

1° - D'une part, restaurer rapidement la capacité d'autofinancement en mettant en œuvre des actions significatives en matière d'optimisation de l'organisation des services, de réduction de certaines charges de fonctionnement, d'accroissement des recettes d'exploitation et d'autre part, réduire le volume des investissements.

2° - Mettre en place une procédure de suivi régulier des emprunts, le cas échéant avec l'assistance d'un cabinet de conseil.

3° - A défaut de pouvoir, dans des conditions acceptables financièrement, déstructurer la totalité de l'encours à risque sensible, rechercher les opportunités pour en désensibiliser les montages.

4° - Elaborer un plan pluriannuel d'investissement en fixant des priorités.

Vu la réponse du 24 juin 2016 de Monsieur le Maire,

Vu la réponse du 19 juin 2016 de Monsieur Jean-Pierre LELEUX, Sénateur et Maire de la commune en exercice sur la période 2008-2014,

Considérant qu'en application des dispositions introduites à l'article L. 243-7 du code des juridictions financières par la loi n° 2015-911 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'exécutif de la collectivité territoriale doit présenter, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes,

Monsieur le Maire soumet ce rapport au débat.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 13 juin 2017,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de la présentation du rapport à un an, annexé à la présente délibération, des actions entreprises suite au rapport d'observations définitives du 2 août 2016 de la Chambre Régionale des Comptes relatif à la gestion de la commune à partir de l'exercice 2008 et de la tenue d'un débat y afférant au sein du Conseil Municipal.